

Les « forces d'appels et de rappels » du dispositif ergologique
Leur évolution depuis 20 ans¹

renato di ruzza
directeur du département d'ergologie
université de provence

Lorsque nous avons réfléchi au programme de cette Université d'été, nous avons été conduits à faire une hypothèse qui justifie mon intervention : parce qu'il est ancré dans la vie des sociétés humaines, l'histoire du dispositif qui aboutira à la création du Département d'Ergologie ne saurait être pensée et racontée indépendamment de ce qui a bougé dans le monde économique et social. Hypothèse banale, qui vaut à des titres et à des degrés divers pour toutes les histoires intellectuelles, mais hypothèse essentielle pour ce dispositif précis, qui fonde son existence même sur le dialogue entre des savoirs plus ou moins académiques et des savoirs issus plus ou moins de l'expérience des activités humaines. Hypothèse problématique aussi, car elle pose une question sur laquelle il nous faudra réfléchir ensemble : comment démêler, dans l'évolution des concepts qui structurent le dispositif, la part qui revient au « travail du concept » lui-même, dans ses utilisations, dans ses connexions, ou dans ses mises en pratiques et donc dans ses modifications, transformations, extensions, et la part qui revient à ce qu'il est convenu d'appeler « les forces d'appels et de rappels », aux interrogations qu'elles suscitent, aux changements qu'elles engendrent, ou aux débats qu'elles imposent ?

Tout s'est noué, et tout s'est joué, semble-t-il, dans les années 1980, qui voient la création du Ccfp, du stage de formation continue, du Du, de l'Apst, du Dess, de l'équipe, et du dispositif. Que s'est-il donc passé durant cette décennie dans le monde économique, social, culturel, intellectuel, qui accompagne ce tournant et qui pourrait éventuellement sinon le justifier au moins en donner quelques clefs ? Il s'agit, à mon avis, d'une décennie particulière, durant laquelle, en France et dans le monde, le « travail de crise » s'accomplit au plein sens du terme (rappelons par exemple que le

¹ Texte d'une conférence prononcée lors de l'université d'été organisée par le département d'ergologie, 3-5 juillet 2003, La Sainte Beaufort ; on trouvera une définition des « forces d'appels et de rappels » dans l'ouvrage de Yves Shwartz, *Le paradigme ergologique, ou un métier de philosophe*, Octarès, Toulouse, 2002, et une « utilisation », bien sûr toute particulière, dans celui de Roger Cornu, *Education, savoir et production*, éditions de l'université de Bruxelles, 2001

travail était « une notion en évolution » lors du colloque Int-Fast de juin 1987, et qu'elle était devenue « une notion en question » lors du colloque Pirttem de décembre 1992), rendant irréversible l'obsolescence du mode de régulation mis en place après la seconde guerre mondiale, et ouvrant la voie aux bouleversements des années 1990. Avant d'argumenter cet avis, il convient cependant peut-être d'explicitier quelques hypothèses sur lesquelles il repose.

La « crise » dont il est question, qui s'ouvre à la fin des années 1960, n'est évidemment pas la crise du capitalisme, mais la crise d'un mode de régulation historiquement daté du capitalisme, celui qui s'est mis en place dans les grandes nations impérialistes après la seconde guerre mondiale : les procédures de régulation fonctionnaient sur une base nationale, avec un système monétaire international instauré à Bretton-Woods qui permettait d'articuler les systèmes productifs nationaux, une maîtrise de l'exploitation de la force de travail par le capital fondée sur l'intensification du travail (modèle productif taylorien) et sur la plus-value relative (régulation fordienne), un secteur public et nationalisé important et une planification indicative efficace, un « compromis social » entre les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats stable, des modalités de pillage du Tiers-Monde sévères, etc. Après avoir assuré une accumulation du capital soutenue (taux de croissance élevés, quasi plein emploi) durant une vingtaine d'années (c'est ce que l'idéologie dominante appelle les Trente Glorieuses), les luttes de peuples colonisés pour leur indépendance et les luttes sociales dans les pays industrialisés ouvrent une crise dont nous ne sommes pas encore sortis. Ce n'est pas la première crise de ce type dans l'histoire du capitalisme : la « Grande dépression » de la fin du 19^{ème} siècle et la « Grande crise » de l'entre deux guerres sont de même nature, et cette récurrence permet d'avancer quelques hypothèses méthodologiques utiles.

- a. Les crises sont des périodes d'incertitude, durant lesquelles la question de la réversibilité ou de l'irréversibilité des changements, des mutations, de l'ancien et du nouveau, reste en permanence ouverte. Cette incertitude est fondamentale et générale : personne, individu, couche ou classe sociale, parti politique ou syndicat, grand intellectuel ou collectif d'intellectuels, ne peut avoir une vision claire de ce qui disparaît et de ce qui apparaît. C'est pourquoi le « travail de crise » est fait de tâtonnements et d'expérimentations sociales dont les durées de vie sont variables, qui engendrent parfois des changements durables et des nouveautés, parfois des changements réversibles,

parfois encore des changements socialement opaques voire invisibles. Evidemment, cette incertitude porte également sur l'analyse : les économistes, les sociologues, comme les philosophes et autres chercheurs et savants, ne sont pas toujours en capacité de distinguer dans ces tâtonnements et expérimentations sociales, ce qui, en période de crise, est une manifestation de la crise, et qui par conséquent est voué potentiellement à disparaître avec la fin de celle-ci, de ce qui est plus profond, émergeant en période de crise, mais qui peut en structurer l'issue.

- b. Les crises sont des périodes au cours desquelles certaines catégories, certaines institutions, certaines notions, certaines représentations avec lesquelles la société se pense disparaissent, se créent ou se recomposent. L'exemple le plus connu est celui de « l'invention du chômage » durant la crise de la fin du 19^{ème} siècle et de sa recomposition durant celle de l'entre deux guerres. Pour le dire vite, les concepts qui permettent d'attribuer une signification aux processus des périodes de croissance et de stabilité perdent de leur pertinence en période de crise. C'est vrai pour les catégories statistiques, et donc pour les statistiques elles-mêmes : quel crédit peut avoir aujourd'hui la statistique du chômage ? Et la même question se pose à propos de toutes les grandeurs macroéconomiques, concernant le produit national, la productivité du travail, le commerce extérieur, etc. Mais il faut certainement aller encore plus loin, et observer que les notions sur lesquelles reposent les statistiques deviennent obsolètes ou inadaptées. C'est ainsi par exemple que sont annoncés la fin de la société industrielle et l'avènement de la société tertiaire voire quaternaire ; or, pour que de telles affirmations aient une quelconque signification, il faudrait que les notions d'industrie et de tertiaire (ou de service) soit théoriquement définies, en compréhension et dans leurs différences, autrement qu'en référence édulcorée à ce qu'en pensaient leurs fondateurs Colin Clark et Fourastié il y a plus d'un demi siècle. Il faudrait, autre exemple, discuter théoriquement des catégories d'ouvrier, d'employé, de cadre, etc., qui reposent toutes sur des figures de salariés propres à la période de stabilité et de croissance de l'après seconde guerre mondiale et insérées dans des économies nationales relativement cohérentes. Que peut bien vouloir dire la catégorie de cadre dans l'espace mondialisé (avec le Tiers-Monde dans sa diversité) alors que la signification en est déjà extrêmement différente dans deux pays aussi proche que la France et l'Allemagne ?

A l'évidence, le dispositif apstien est directement concerné par cette double constatation, car la notion de travail a toujours été au cœur des crises, et celle qui nous est contemporaine n'échappe pas à cette obligation et à cette préoccupation : elles ont reçu leur traduction politique dès les années 1970 avec le « revaloriser le travail manuel » de l'époque giscardienne, prolongée par le « changer le travail » des années Mitterrand, comme elles ont reçu leur traduction théorique avec la renaissance et le développement de l'économie ou de la sociologie du travail durant les trente dernières années. En même temps, on comprend de moins en moins. A la toute fin du 20^{ème} siècle, le travail, qui « évoluait », puis que l'on « questionnait », est devenu « une énigme », et Y. Schwartz précise : « *Aussi paradoxal que cela paraisse, notre expérience la plus quotidienne se délite. Comment en effet répondre aujourd'hui à la question « qu'est-ce que travailler ? Que fait-on quand on travaille ? ».* Autant, à une époque éloignée, la polarité agricole prépondérante, à une époque récente, le travail en usine, auraient orienté la pensée vers des consensus dominants, autant aujourd'hui, la substance même de l'activité se brouille ».

Autant dire mon embarras et mes scrupules : je vais argumenter un avis, que je crois juste, en racontant une histoire qui porte sur une période dont la compréhensibilité est de plus en plus difficile (on dit alors qu'elle est « complexe ») et qui s'appuie sur des statistiques de plus en plus inadaptées. Je comprends d'autant mieux que ce signifient le raisonnement « en tendance » et « l'inconfort intellectuel ».

Commençons par une constatation triviale : les années 1980 suivent les années 1970 et précèdent les années 1990. Ceci pour insister sur le fait que tout ne se règle pas au cours de la décennie 1980 ; si elle peut être considérée comme « un tournant », c'est parce que c'est au cours de cette décennie que s'accomplissent les changements majeurs dont on trouve l'origine dans la dizaine d'années qui précèdent et qui orienteront les processus dans la dizaine d'années qui suivent. Donnons une première idée forte : la répartition de la valeur ajoutée, c'est-à-dire des richesses produites par le travail, montre une rupture profonde en défaveur des salariés (les marxistes diraient que le taux d'exploitation de la force de travail est passé de 47% en 1982 à 72,5% en 1992). Or, c'est au cours des années précédentes que sont mises en place les conditions d'une telle évolution.

En effet, loin d'ignorer les « grands problèmes sociaux » liés à la crise, la bourgeoisie française va s'attacher très rapidement à « comprendre pour changer » les rapports de forces entre le capital et le travail. Outre la création dès 1973 de l'Anact et l'intronisation en 1974 d'un « Monsieur travail manuel », on observe une multiplication de rapports d'experts demandés par les pouvoirs publics en réponse aux inquiétudes du patronat devant les limites sociales et physiques de l'exploitation des travailleurs : au rapport Delamotte (1972) sur le problème des OS succèdent le rapport Sudreau (1975) sur la réforme de l'entreprise, le rapport Wisner (1976) sur le travail posté, le rapport Giraudet (1976) sur la rémunération des travailleurs manuels, le rapport Chaigneau (1976) sur la prospective du travail, le rapport Couste (1978) sur le travail temporaire, le rapport Lucas (1979) sur le travail à temps partiel, le rapport Giraudet (1980) sur la durée du travail... Cette volonté de compréhension s'accompagne d'actes plus directs.

- Une intransigeance radicale devant les mouvements revendicatifs et notamment les grèves : « *Le droit de grève existe. La grève aura donc lieu. Mais la politique du Gouvernement ne changera pas* » (R. Barre, 24 janvier 1977) ; « *Les grèves ne sont pas nécessaires. Elles gênent nos concitoyens. Il faut défendre la liberté du travail* » (C. Beullac, 26 janvier 1977).
- Une politique délibérée d'accroissement du chômage, par l'intermédiaire du redéploiement industriel, du dégraissage et de la stratégie du franc fort : le nombre de chômeurs passe de 400 000 en 1974 à 1 700 000 en 1981.
- La mise en place progressive dans les entreprises de nouvelles méthodes de gestion du personnel : DPO, groupes semi-autonomes, individualisation des divers problèmes salariaux, flexibilités multiples, etc. Comme le note un rapport patronal (« Entreprise et personnel », avril 1979), « *les difficultés économiques poussent l'entreprise à faire une utilisation plus rigoureuse de ses ressources humaines (...). La recherche impérieuse de gains de productivité conduit l'entreprise à accroître ses exigences envers l'homme au travail. Ainsi, des individus considérés hier comme adaptés sont devenus aujourd'hui inadaptés, des salariés qui hier trouvaient des postes convenant à leurs aptitudes sont aujourd'hui sans emploi et ne trouveront que difficilement un emploi adapté à leurs possibilités* ». Et le même rapport précise les nouvelles aptitudes requises en dressant le « portrait robot du salarié modèle » : « *sexe masculin, nationalité française, 30 à 40 ans, pleine possession de ses moyens physiques et mentaux, motivé par son travail, sobre, apte à changer de tout : de métier,*

d'horaires, de rythmes, de mode d'organisation, de techniques, d'encadrement, de collègues de travail, de lieu de travail, de région, d'habitation ».

Il faut bien voir, pour en terminer avec ces années 1970, que la mise en place de ces nouveaux rapports de force ne fait rien d'autre que suivre les recommandations de la Commission trilatérale, pour qui « *l'enjeu de la question des conditions et du statut du travail atteint jusqu'à la gouvernabilité des démocraties occidentales* » (rapport de mai 1975).

Désorienté par le nouveau rapport des forces, le monde du travail en subira les conséquences tout au long des années 1980 (outre la diminution de la part des salaires dans le revenu national) :

- désyndicalisation et division syndicale (avec un émiettement considérable), le taux de syndicalisation qui se situait autour de 25% de 1955 à 1980 chutant à 12% en 1990 ;
- diminution du nombre de journées de grève, qui passe de 4 millions en moyenne dans la période 1975-1980 à 1 million en moyenne de 1980 à 1990, pour chuter à 400 000 ensuite ;
- accroissement de l'intensité du travail, repérée dès l'enquête de 1984, et confirmée ensuite par toutes les autres enquêtes, qui mettent en évidence les formes nouvelles d'intensification.

La déstructuration/restructuration de l'économie française peut alors s'accomplir sous l'égide des firmes transnationales, et l'on assiste à des transformations importantes dans l'évolution de la composition de la main d'œuvre :

- depuis 1970, la quasi-totalité de l'accroissement de la population active est due à ce qu'il est convenu d'appeler « l'arrivée des femmes sur le marché du travail » ;
- le chômage qui s'est développé depuis plus de trente ans n'est pas la conséquence de pertes d'emplois (qui passent de 18,8 à 23,2 millions), mais à l'accroissement de la population active (qui passe de 18,9 à 26,6 millions) ;
- pendant la même période, les ouvriers qui représentaient plus de 40% de la population active, voient leur nombre demeurer à peu près constant (un peu plus de 7 millions), mais ne représentent plus que 28% de la population active ; depuis 1995, ils sont majoritairement employés dans le secteur tertiaire ;

- dans le même temps, les employés passent de 18 à 30% de la population active, et les professions intermédiaires et cadres de 16 à 35% ;
- enfin, alors que le secteur industriel (y compris le BTP) voit le nombre de ses salariés chuter de 6,9 à 5 millions, le tertiaire voit le sien passer de 7,1 à 16,6 millions.

On mesure, à travers ces quelques données statistiques, l'ampleur des questions auxquelles s'est trouvé confronté le dispositif Apst : donner une signification à des changements majeurs en partant de conceptualisations plus ou moins inadaptées, et en s'appuyant sur des forces d'appels et de rappels qui les vivaient sans avoir la force sociale de les maîtriser (on trouve un exemple de ce « défi » dans l'article que Y. Schwartz et moi avons écrit dans la revue *Education permanente* à propos du thème syndical « Travailler autrement »).

A ces changements dans les structures du travail, on doit ajouter ceux qui interviennent dans « l'instance idéologique », car ils imprègnent, qu'on le veuille ou non, et qu'elles le veuillent ou non, les forces d'appels et de rappels. Je passe sur les prophéties annonçant la fin du monde (du taylorisme, du fordisme, de la centralité du travail, de la valeur travail, du travail lui-même, de la classe ouvrière, du syndicalisme, des nations, de l'histoire, etc.) et son remplacement par « le nouveau ». J. Duraffourg en a fait une très belle analyse dans sa communication aux *3èmes Rencontres du travail* : les protagonistes des activités humaines, notamment de l'activité laborieuse, ont leur expérience pour résister à cette idéologie de la finitude. Il n'en est pas de même par contre pour ce qui concerne l'idéologie du libéralisme, qui est devenue à ce point dominante que ceux qui n'en utilisent pas au moins partiellement les préceptes et les notions sont quasiment inaudibles socialement. Et là encore, les années 1980 constituent un tournant car elles sont le cadre de l'échec, relatif mais réel, des idéologies alternatives :

- du fait de la mondialisation, échec des plans de relance d'inspiration keynésienne de 1975 et de 1981-1982, et ce sont les derniers en date ;
- du fait de la guerre froide et du stalinisme, échec de l'expérience soviétique qui marquera un recul des idéologies marxistes ;
- du fait de l'impérialisme, échec des politiques de développement auto-centré, qui ouvrira la voie aux plans d'ajustements structurels.

Le libéralisme pouvait dès lors s'installer, malgré l'inconsistance de son contenu.

- a. Le libéralisme est une vieille doctrine, la plus vieille de toutes les doctrines économiques actuelles puisqu'elle a été formulée pour la première fois par Vincent de Gournay au milieu du 18^{ème} siècle, c'est-à-dire au moment où le capitalisme s'installait en Europe occidentale, notamment en Grande-Bretagne et en France. Au-delà de ses diverses et successives formulations et reformulations, l'idée de base est restée la même depuis 250 ans : le capitalisme est un « bon » système économique et social, la concurrence entre les intérêts privés et égoïstes est non seulement « efficace » mais « équitable », elle procure des avantages à tous, proportionnellement à leurs efforts et à leurs prises de risques, et elle assure par conséquent le « bien-être » général. Il faut donc « laisser faire » le capitalisme et la concurrence, qu'on appelle « le marché ».
- b. Le libéralisme n'est pas une doctrine qui propose des orientations politiques, qui formule des axes d'interventions dans le monde économique et social ; c'est même le contraire de cela, puisqu'elle nous dit qu'il ne faut rien faire (« laisser faire » revient à « ne rien faire »). Par conséquent, si « dégâts » il y a, le rôle du libéralisme est de nous faire croire que ces dégâts sont de « bonnes choses », qu'ils se produisent pour qu'à terme le sort de tous s'améliore, qu'ils sont inévitables mais profitables (l'omelette est pour bientôt, mais en attendant, il faut accepter de casser les œufs !).
- c. Le libéralisme n'a pas toujours été la doctrine dominante (ou la « pensée unique » comme on a dit) de façon permanente dans l'histoire du capitalisme. Les « belles époques » de cette doctrine peuvent être datées relativement précisément : installation du capitalisme entre 1750 et 1850, « Grande dépression » du capitalisme de la fin du dernier tiers du 19^{ème} siècle, « Grande crise » de l'entre deux guerres, « crise » actuelle. Autrement dit, le libéralisme devient la pensée économique et sociale dominante lorsque les choses « vont mal », lorsqu'elles se compliquent, lorsque l'instabilité et l'incertitude rendent les processus incompréhensibles et in-maîtrisables. Durant ces périodes de crise, la concurrence est « sauvage », rien ne peut être régulé ou normé ; au contraire, toutes les procédures de régulation ou les

normes antérieures qui pourraient empêcher les plus forts au jeu de la concurrence de gagner doivent être abolies. Pour survivre à ces crises, le capitalisme ne peut pas faire autrement. Nous en vivons l'expérience depuis plus d'un tiers de siècle, et de nombreux exemples pourraient en être donnés : renforcement drastique de l'exploitation des travailleurs, situations proches de l'esclavage, insécurité croissante des salariés, privatisation et mise en concurrence des secteurs et des services public, démantèlement du code du travail, abandon de toute politique industrielle, comme de toute politique budgétaire ou monétaire, et le Plan, même indicatif, est devenu un simple gadget que le Gouvernement vient de confier faute de mieux à un philosophe (cette énumération montre que ce sont les économies nationales qui sont ainsi détruites).

Au total, c'est abusivement que l'on attribue au libéralisme une « pensée économique », c'est-à-dire quelque chose qui aurait la volonté de fournir une explication du monde pour, non pas le changer, mais au moins le maîtriser. D'une certaine manière, cette doctrine est bien commode : quoi de plus simple, quand on n'a rien à dire, quand on ne comprend rien, quand on ne sait pas quoi faire, que d'affirmer avec des airs d'experts « laissons faire », c'est-à-dire « ne faisons rien » ; ce n'est pas la « pensée unique », mais la « pensée zéro ». C'est la doctrine du renoncement devant les dégâts du capitalisme et de la concurrence, et qui, pour cela, du passé veut faire table rase.

La simplicité, voire le simplisme, de cette idéologie, la prédispose à pénétrer dans toutes les franges de la société : il faut respecter la « loi du marché », lequel existe « naturellement », la concurrence est une bonne chose, l'Etat par contre est critiquable, les fonctionnaires sont des privilégiés, la mondialisation est inéluctable, le capitalisme a gagné, etc. Inutile d'allonger la liste, chacun d'entre nous aura l'occasion, au cours de ces trois jours de discussions, de montrer son état d'imprégnation. Défi supplémentaire pour le dispositif Apst : les forces d'appels et de rappels expriment toujours plus ou moins, et de manière plus ou moins édulcorée, l'idéologie dominante (c'est même pour ça qu'elle est dominante), et malgré cela, en 20 ans d'existence, la « démarche ergologique » a réussi, tendanciellement dirai-je, à ne pas « tomber dans le piège ».

Au total donc, un monde incertain, imprévisible, souvent incompréhensible, des changements majeurs dans les activités laborieuses et dans ce qui les structure, des

protagonistes ballottés et soumis aux stratégies et aux idéologies des plus puissants, et par conséquent des forces d'appels et de rappels difficilement maîtrisables mais toujours respectables, tout cela aurait du normalement conduire le dispositif Apst à l'échec. Il faut que nous demandions si, pourquoi et comment ce n'a pas été le cas.